



P. Niéro

Alain Lipietz
directeur de recherches au CNRS

Vers l'annulation de la dette du tiers-monde ?

Le plan Brady de réduction de la dette du tiers-monde marque un véritable tournant. Non pas un tournant pratique, hélas : tout reste à négocier, et les risques de demi-mesures inefficaces sont considérables. Mais au moins un tournant idéologique. Après les Français et les Japonais, les Américains viennent de reconnaître que les débiteurs du tiers-monde ne peuvent et ne doivent pas assurer le service théorique de leur dette.

L'idée était dans l'air. Défendue d'abord par les forces progressistes du tiers-monde et leurs amis du Nord (les organisations non gouvernementales, les Eglises) avec des arguments humanitaires, puis par des économistes de plus en plus nombreux avec des arguments macroéconomiques, puis par des organismes officiels internationaux comme la Cnuced, par quelques banquiers, et même en privé par des responsables du FMI, enfin par quelques gouvernements du Nord, cette idée avait été entérinée au sommet de Toronto mais seulement pour les pays les plus pauvres et pour la dette en provenance de l'aide publique.

Il s'agit à présent de tout autre chose : de la dette privée des "pays intermédiaires". Certains gouvernements du Nord affirment aujourd'hui que des pays relativement développés ne doivent pas tout rembourser

aux banques privées ! Hérésie que rejettent catégoriquement la majorité de la communauté financière et les très orthodoxes gouvernements allemand et britannique. Cela, au nom de l'inviolabilité des engagements pris. Argument strictement juridique... mais dont la valeur légale est éminemment contestable. Il y a belle lurette que le droit privé reconnaît que le débiteur insolvable n'est pas censé payer jusqu'à la dernière goutte de son sang. Une entreprise en difficulté peut se déclarer en cessation de paiement sans que ses salariés et encore moins ses dirigeants soient jetés au cachot. Ce droit s'étend de même aux ménages en difficulté dans certains pays comme les Etats-Unis.

Il aura fallu les centaines de morts du Venezuela, les milliers d'émeutes de la faim suscitées par la politique du FMI, et les millions d'enfants morts dans les années 1980 à la suite des "efforts d'ajustement" pour que les Shylock du Nord soient enfin désavoués. Pourtant, en quoi les peuples du tiers-monde seraient-ils responsables pour les fautes de gestion commises par les gouvernements qui se sont endettés dans les années 70 ? En quoi les gouvernements des Philippines, du Brésil, de l'Argentine sont-ils responsables des dettes contractées par les dictatures qui les ont précédés ? Certes, la responsabilité des

élites locales est écrasante. Il est des pays (l'Argentine, le Mexique) où l'essentiel de la dette a été "recyclé" vers le Nord à travers la fuite des capitaux. Il en est d'autres aussi où la dette a été gaspillée en "éléphants blancs" et en investissements inutiles. Mais même le Brésil, qui a investi de façon assez efficace pour dégager un solde exportateur net de 14 milliards de dollars (le troisième du monde) n'arrive pourtant pas à rembourser.

C'est que la règle du jeu a changé entre la date de l'emprunt et celle du remboursement. Dans les années 70, les taux d'intérêt réels sur le marché international étaient quasi nuls et justifiaient les investissements les plus lourds. Le "choc monétariste" des années 79-82 les a portés à des niveaux usuraires. Par la mécanique implacable des intérêts composés, certains pays ont remboursé plusieurs fois l'emprunt initial... et tout reste à payer. Certes, les emprunts avaient été contractés à taux variable. Mais ceux qui ont pris l'initiative d'augmenter ces taux (en particulier la Banque fédérale des Etats-Unis) n'ont-ils pas des responsabilités dans le désastre ?

Même pour l'économiste le plus rassis qui ne va jamais dessiller son regard dans la boue des favelas de Recife ou la poussière des bidonvilles de Lima, l'endettement du Sud apparaît comme une terrible menace... pour le Nord. Non pas tant parce qu'"ils" risquent de ne pas payer... mais parce qu'ils s'acharnent à payer ! Payer, ça veut dire exporter plus qu'on importe. Depuis 1982, l'Amérique latine transfère ainsi vers le Nord 4 % de son PNB. 4 % qui manquent pour le bien-être de populations à la démographie galopante. Mais aussi 4 % que le

Nord doit absorber. Le tiers-monde, qui fut longtemps un débouché pour les industries du Nord, devient un formidable concurrent. Contre lequel se dresse le protectionnisme. Les doctes du FMI s'en arrachent les cheveux qui leur restent : ils prêchent au Sud l'exportation et voient le Nord lui fermer ses frontières ! Et encore les Etats-Unis se "dévouent" pour importer chaque mois 10 milliards de plus qu'ils n'exportent (soit presque l'excédent brésilien annuel). Mais voilà qu'on les presse d'équilibrer leur commerce extérieur ! Où les exportations mondiales iront-elles donc ?

Bref : le tiers-monde se saigne pour payer une dette qu'il n'a pas contractée, selon des règles auxquelles il ne peut rien, à des pays dont les banques exigent de l'argent mais dont l'industrie et l'agriculture refusent les marchandises qu'il lui offre ! On en rit si l'affaire n'était si grave.

Les plans japonais, français et américain prennent enfin les choses au sérieux. D'ailleurs, les banques les avaient précédés : convaincues que le tiers-monde ne pouvait pas payer, elles se revendaient marginalement des reconnaissances de dette, avec une décote. Déjà la Bolivie avait été autorisée à racheter toute sa dette à la décote du "marché gris" (moins du cinquième de sa valeur officielle). Tous les plans actuels proposent en gros de généraliser ce mécanisme. Les pays endettés seraient autorisés à convertir leur dette, à la décote du marché gris, en obligations qui seraient garanties par un "fonds international" géré par le FMI. Pour un pays dont la dette est décotée de 50 % par exemple, les banques renonceraient à ces 50 %, en échange de garanties sur le reste. C'est là que les difficultés commencent.

D'abord, s'agit-il de convertir toute la dette ? Les banques n'acceptent d'en convertir qu'une partie. Une conversion générale signifierait, pour beaucoup d'entre elles, une énorme perte à leur bilan. C'est pourquoi Wall Street avait fermement refusé un premier accord de ce type entre James Baker et le ministre brésilien des Finances Bresser Pereira.

Or une conversion marginale ne résout en rien le problème d'un pays endetté. Prenons par exemple un pays dont la dette est décotée de 50 %. Cela veut dire que la communauté financière juge qu'en moyenne 50 % des titres sur ce pays sont perdus. Supposons que

La valeur de la dette marginale rachetée est donc nulle. Pourtant ce pays a dû consentir pour cela d'importants efforts : vendre ses usines ou... se réendetter. L'opération n'est vraiment significative que si toute la dette est rachetée à la décote initiale.

Mais avec quel argent un pays endetté peut-il racheter une fraction significative de sa dette ? C'est à cette question que les trois plans apportent une réponse. Le plan japonais, en proposant de nouveaux prêts japonais. Le plan Brady ou le plan Mitterrand, en proposant que les banques elles-mêmes leur prêtent pour racheter leurs titres. Autrement dit qu'elles échangent des

de développement. Ensuite, sa capacité de remboursement réel dépend primordialement de ses ventes.

Dans les années 83-88, la demande mondiale a été tirée par les énormes déficits américains. C'est cela qui a permis à la Corée d'amorcer son désendettement, au Brésil de dégager l'excédent commercial de 14 milliards nécessaire au remboursement. Et si dans les années 90 les Etats-Unis se décident aussi à payer leur dette ? S'ils cessent d'importer ? Le tiers-monde ne pourra à nouveau plus payer. Tout sera à recommencer...

Mais cette fois le fameux "fond de garantie international" devrait intervenir. Soyons lucides : la logique des trois plans conduit à conférer à ce fonds une bonne part du remboursement des banques privées.

Qui va donc l'alimenter ? Pour les Nord-Américains : ce sont les Etats développés par des versements au FMI (que les Etats-Unis paieront avec les dollars qu'ils émettent !). Pour la France, c'est grâce à l'émission par le FMI d'une monnaie internationale, les "droits de tirage spéciaux". Le FMI se verrait ainsi doté d'une capacité à faire jouer la planche à billets, comme une banque centrale nationale, au double bénéfice des débiteurs et des créanciers.

Une telle solution, menée jusqu'au bout, est sans doute la seule cohérente, la voie de l'avenir. Elle transférerait à une instance internationale le privilège de battre la monnaie internationale, privilège que les Etats-Unis s'étaient réservés à Bretton Woods en 1944. Tel est l'enjeu d'un nouveau Bretton Woods... Autant dire que la dette du tiers-monde n'est que le prétexte d'une partie d'une toute autre ampleur.

A. L.

Les pays du tiers-monde ne peuvent plus payer leurs dettes. Quelles sont les solutions pour qu'ils puissent garder la tête hors de l'eau ?

ce pays essaie de racheter sa dette à ce prix. D'abord, il lui faut de l'argent. Supposons qu'il en ait. Dès qu'il arrive sur le marché gris, les banques lui disent : « *Puisque vous pouvez payer, la décote diminue* ». A 20 %, par exemple, comme cela est arrivé au Mexique quand il a essayé de racheter sa dette avec un prêt fédéral des Etats-Unis. Et le phénomène se généralise depuis l'assurance du plan Brady. Admettons que par un système d'enchères à l'envers, le pays arrive à racheter un quart de sa dette à la vraie décote. De combien s'est-il désendetté ? En réalité... de 0 %. Il ne pouvait payer que 50 %, il lui en reste 75 % à rembourser. Résultat : il ne peut toujours pas tout payer.

titres dévalorisés contre des obligations qui seront plus saines, parce qu'un fond international (géré par le FMI) les garantira. Le risque reste énorme que l'opération soit insuffisante, c'est-à-dire que seule la dette marginale soit rachetée, celle dont la valeur est nulle.

Mais supposons que l'on parvienne à une conversion générale. Si la décote est correctement évaluée, le pays débiteur se retrouve avec un niveau d'endettement qu'il est capable d'assumer. Est-il pour autant sorti d'affaire ? Pas du tout. D'abord, ce qu'il payait effectivement et qu'il continuera à payer, il le fait à des conditions épouvantables pour son propre peuple, barrant toute perspecti-